



ÉCONOMAT DES ARMÉES

DIRECTION GÉNÉRALE

Direction des achats

Appel d'offres ouvert
DCE n° 2025/0640/EdA-DA/ Fourniture d'aliments et d'aliments
diététiques secs complets pour chiens au profit des clients de
l'EdA implantés en France métropolitaine, dans les DROM-
COM et à l'étranger du 20/06/2025

Règlement de consultation (RC)

ANNEXES :

- 1 – Modalités de remise des offres*
- 2 – Critères et sous-critères de notation des offres*
- 3 – Capacités techniques du candidat*
- 4 – Références du candidat*
- 5 – Formulaire de pouvoir*
- 6 – Echantillons*
- 7 – Situation du candidat vis-à-vis de la Russie*

.....	1
ARTICLE 1 – POUVOIR ADJUDICATEUR	4
ARTICLE 2 – CARACTÉRISTIQUES DE L’ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE	4
2.1. Procédure de passation utilisée	4
2.2. Objet, forme et nature de l’accord-cadre à bons de commande	4
2.3. Durée et prise d’effet de l’accord-cadre à bons de commande	5
2.4. Variante / Options/ Prestation(s) supplémentaire(s) éventuelle(s) (PSE)	5
2.5. Modalités financières	5
2.5.1. Cautionnement et garantie.....	5
2.5.2. Paiement.....	5
2.5.3. Avances et acomptes	5
2.6. Livraison des produits.....	5
ARTICLE 3 – PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	5
3.1. Composition et modalités de retrait du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)	5
3.2. Demande de renseignements complémentaires	6
3.3. Modalités de remise des candidatures et des offres sur « PLACE »	6
3.4. Forme juridique de la candidature	6
3.5. Formalisme requis dans le cadre de la remise de l’offre	6
3.5.1. Date Limite de Réception des Offres papiers (DLRO) :	6
3.5.2. Durée de Validité des Offres (DVO) :	7
3.5.3 Dates limites de réception des échantillons (Envoi n°1) :	7
3.5.4 Dates limites de réception des échantillons (Envoi n°2) :	7
ARTICLE 4 – CANDIDATURES	7
4.1. Document unique de marche européen (dume)	7
4.2. Liste des documents de candidature a fournir	7
4.2.1. Éléments relatifs à la situation propre du candidat	7
4.2.2. Éléments financiers	8
4.2.3. Éléments techniques (annexe 3 au présent document).....	8
4.2.4. Références professionnelles (annexe 4 au présent document)	8
4.2.5. Documents préalable à la notification.....	8
4.2.5 Documents sanitaires à fournir après notification :	8
4.4. copie de sauvegarde.....	8
4.3. Cas particuliers.....	9
ARTICLE 5 – OFFRES.....	9
5.1. Pièces génériques constitutives des offres a fournir	9
ARTICLE 6 – ÉCHANTILLONS	10
6.1. ENVOI N° 1 : Echantillons destines aux analyses de laboratoire.....	10
6.2. ENVOI N° 2 : Echantillons destines aux tests de digestibilité <i>in vivo</i>	11
ARTICLE 7 – EXAMEN DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	12
7.1. Conditions de participation	12
7.2. Critères d’analyse des candidatures	12
7.3. Critères de recevabilité et jugement des offres	12
7.4. Dispositif d’alerte contre les offres anormalement basses (OAB)	13
ARTICLE 8 – RECOURS, LANGUE ET MONNAIE APPLICABLES	13
8.1. Procédures de recours.....	13

8.2. Langue de l'accord-cadre à bons de commande.....	13
8.3. Monnaie applicable	14

ARTICLE 1 – POUVOIR ADJUDICATEUR

Le pouvoir adjudicateur est l'Econamat des Armées (EdA), établissement public à caractère commercial (EPIC), centrale d'achat du ministère des Armées, représenté par son directeur général, dénommé ci-après le pouvoir adjudicateur et situé à l'adresse suivante :

ÉCONOMAT DES ARMÉES
Direction Générale
26 rue Delizy
93507 PANTIN CEDEX

L'EdA agit dans le cadre de la présente procédure pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs (dispositif de l'intermédiation contractuelle, article L2113-2 alinéa 2 du code de la commande publique).

L'EdA met en ligne ses consultations sur <http://www.marches-publics.gouv.fr/>

ARTICLE 2 – CARACTÉRISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE

2.1. PROCEDURE DE PASSATION UTILISEE

La procédure utilisée est celle de l'appel d'offres ouvert, établi en suivant les règles détaillées dans le code de la commande publique, en particulier dans les articles R2161-2 et suivants du code la commande publique, applicable par les pouvoirs adjudicateurs mentionnés à l'article L1211-1 du code précité.

2.2. OBJET, FORME ET NATURE DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

L'accord-cadre à bons de commande a pour objet la fourniture d'aliments et d'aliments diététiques secs complets pour chiens au profit des clients de l'EdA implantés en France métropolitaine, dans les DROM-COM et à l'étranger.

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande pour lesquels l'EdA, centrale d'achat, agit pour le compte d'un autre pouvoir adjudicateur (intermédiation contractuelle).

Il s'agit d'un accord-cadre de fournitures fractionné à bons de commande sans minimum financier annuel, avec un montant estimatif annuel et avec un maximum financier sur la durée totale de l'accord-cadre à bons de commande.

Schéma simplifié de l'intermédiation contractuelle

Les commandes sont passées par la formation cliente



Le fournisseur livre et facture la formation cliente, laquelle paye le fournisseur



Le fournisseur titulaire s'engage à reverser trimestriellement à l'Econamat des Armées une rémunération au titre de l'intermédiation contractuelle fixée à 4% sur le chiffre d'affaires trimestriel réalisé au titre de l'accord-cadre à bons de commande considéré

Des quantités estimatives par produit sont mentionnées dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement ; elles ne sont nullement un engagement de la part du pouvoir adjudicateur.

Les modalités d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande figurent au sein du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et pour leurs annexes.

Les aliments et les aliments diététiques secs complets pour chiens, objet de l'accord-cadre à bons de commande, sont dénommés ci-après « les produits ».

2.3. DUREE ET PRISE D'EFFET DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

L'accord-cadre à bons de commande prend effet à compter de sa notification pour une durée de douze (12) mois.

La date de notification constitue la date anniversaire de l'accord-cadre à bons de commande.

L'accord-cadre à bons de commande est tacitement reconductible deux (2) fois douze (12) mois à compter de sa date anniversaire.

Après ces deux reconductions annuelles, l'accord-cadre à bons de commande est reconduit tacitement deux (2) fois pour une durée de six (6) mois.

Le début d'exécution des approvisionnements est estimé au 17 février 2026.

2.4. VARIANTE / OPTIONS/ PRESTATION(S) SUPPLEMENTAIRE(S) EVENTUELLE(S) (PSE)

Variante(s)	Elles ne sont pas autorisées au titre de la présente consultation.
Option(s)	Des options sont prévues : deux (2) reconductions tacites de douze (12) mois et deux (2) reconductions tacites de six (6) mois.
Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)	Elles ne sont pas autorisées au titre de la présente consultation.

2.5. MODALITES FINANCIERES

L'accord-cadre à bons de commande est passé sur les fonds propres de la formation cliente concernée.

2.5.1. Cautionnement et garantie

Le cautionnement et la garantie sont exclus.

2.5.2. Paiement

Le paiement des factures intervient par virement bancaire dans le délai maximum de 30 jours à compter de la réception de la facture.

2.5.3. Avances et acomptes

Aucun acompte n'est versé.

Aucune avance n'est versée.

2.6. LIVRAISON DES PRODUITS

La prestation comprend l'emballage, l'identification, la livraison de ces produits en France Métropolitaine avec un minimum de commande de :

- 300 kg pour les produits de la gamme courante ;
- 3 à 4 sacs pour les produits de la gamme diététique.

ARTICLE 3 – PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

3.1. COMPOSITION ET MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

Le DCE se compose des éléments suivants :

- le présent règlement de la consultation et ses annexes ;

- l'acte d'engagement et ses annexes ;
- le cahier des clauses administratives particulières et ses annexes ;
- le cahier des clauses techniques particulières et ses annexes.

L'ensemble du DCE est disponible gratuitement pour tout candidat par retrait sur le site internet de la PLACE (plate-forme des achats de l'Etat) à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

3.2. DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Nature de l'information à transmettre	Délai pour transmettre l'information
Les questions complémentaires relatives à la procédure sont adressées par les candidats au pouvoir adjudicateur uniquement via le site https://www.marches-publics.gouv.fr . En cas de difficultés de mise en ligne des questions sur PLACE avérées, et portées à la connaissance du pouvoir adjudicateur, celui-ci se réserve le droit d'accepter un envoi à l'adresse électronique suivante : <u>Secretariat.CAO@economat-armees.fr</u>	10 jours ouvrés avant la date limite de réception des offres
Réponse du pouvoir adjudicateur à une question complémentaire d'un candidat uniquement via PLACE Renseignements complémentaires éventuels concernant le cahier des charges communiqué par le pouvoir adjudicateur uniquement via PLACE	6 jours ouvrés avant la date limite de réception des offres

3.3. MODALITES DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES SUR « PLACE »

Les candidatures et les offres doivent être communiquées **UNIQUEMENT** par voie électronique via le site www.marches-publics.gouv.fr. (PLACE)

Les modalités de remise des offres via le site figurent dans l'annexe 1 au présent règlement de consultation.

La signature électronique n'est pas requise. Les candidats prennent en compte le temps de téléchargement de leurs réponses sur le site de dématérialisation « LA PLACE ». En cas de difficulté, ils peuvent consulter la rubrique « aide aux utilisateurs » ou contacter le support au 01.76.64.74.07.

3.4. FORME JURIDIQUE DE LA CANDIDATURE

Les groupements d'opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidat. Le pouvoir adjudicateur n'exige pas que le groupement d'opérateurs économiques ait une forme juridique déterminée. La forme est précisée dans la lettre de candidature (solidaire ou conjoint).

3.5. FORMALISME REQUIS DANS LE CADRE DE LA REMISE DE L'OFFRE

3.5.1. Date Limite de Réception des Offres papiers (DLRO) :

☞ La date limite de réception des plis est la date de réception et non la date d'envoi.

Les offres doivent être envoyées **via la plateforme électronique « PLACE »** au plus tard :

Le 09/10/2025 à 12h00

☞ Toute offre parvenue après la date et heure limites de réception est déclarée irrecevable.

3.5.2. Durée de Validité des Offres (DVO) :

Les offres sont valables six (6) mois à compter de la date limite de réception des offres.

3.5.3 Dates limites de réception des échantillons (Envoi n°1) :

Les échantillons demandés à l'annexe 6 au RC devront être déposés à une date ultérieurement communiquée via PLACE. Les modalités de livraison pour l'analyse laboratoire sont fixées à l'article 6.1 du présent règlement de consultation.

3.5.4 Dates limites de réception des échantillons (Envoi n°2) :

Les échantillons demandés à l'annexe 6 au RC devront être déposés à une date, à une adresse de livraison (chenil retenu pour les tests de digestibilité) et selon des modalités **qui seront précisées ultérieurement, avant la date limite de réception des échantillons.**

ARTICLE 4 – CANDIDATURES

4.1. DOCUMENT UNIQUE DE MARCHE EUROPEEN (DUME)

Conformément à l'article R 2143-4 du code la commande publique, les soumissionnaires ont la capacité de présenter leur candidature sous la forme écrite d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne en lieu et place des documents mentionnés ci-dessous.

Le DUME est obligatoirement transmis à l'adresse suivante :

ECONOMAT DES ARMÉES
DA/CA/Appel d'offres ouvert n°2025/0640
26 rue Delizy
93507 PANTIN CEDEX

Ce document peut également être directement complété en ligne *via* l'adresse suivante :

<https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=fr>.

Pour plus précisions sur le DUME, merci de se référer aux explications disponibles ici :

<http://www.boamp.fr/Espace-acheteurs/Actualites/Le-formulaire-DUME-et-E-DUME>.

S'il ne souhaite pas remettre un DUME, le candidat fournit, conformément à l'article R2143-3 du code de la commande publique, l'ensemble des éléments suivants (seul le format HTML est accepté, aucune autre version du DUME du type PDF ou autre n'est acceptée par le pouvoir adjudicateur) :

4.2. LISTE DES DOCUMENTS DE CANDIDATURE A FOURNIR

4.2.1. Éléments relatifs à la situation propre du candidat

- La lettre de candidature DC1* comprenant les attestations sur l'honneur prévues ou document équivalent ;
- La déclaration du candidat DC2* ou document équivalent ;
- La copie du ou des jugements prononcés, s'il est en redressement judiciaire.

* Ces documents peuvent être obtenus auprès des chambres de commerce et d'industrie (CCI) ou sur le site internet de la direction des affaires juridiques (DAJ) par le lien suivant :
<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>

4.2.2. Éléments financiers

- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures et services, objet de la consultation, réalisés au cours des trois (3) derniers exercices ;
- La déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.

4.2.3. Éléments techniques (annexe 3 au présent document)

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de l'accord-cadre à bons de commande.

4.2.4. Références professionnelles (annexe 4 au présent document)

Présentation d'une liste des principales fournitures livrées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire.

4.2.5. Documents préalable à la notification

Le titulaire pressenti doit fournir préalablement à la notification de l'accord-cadre à bons de commande, et ceci dans un délai fixé par le pouvoir adjudicateur :

- l'attestation de régularité sociale ou attestations de vigilance (URSSAF) ;
- Une déclaration relative à la lutte contre le travail dissimulé NOTII accompagnée des documents qui y sont demandés.

À défaut de fournir les documents précités, l'accord-cadre à bons de commande peut être attribué au concurrent dont l'offre est classée immédiatement après et ayant transmis les documents demandés.

Le candidat pressenti fera par ailleurs l'objet d'un examen de conformité sur la base des critères prévus par la loi no 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique dite « loi Sapin 2 ».

4.2.5 Documents sanitaires à fournir après notification :

Le titulaire pressenti doit fournir à compter de la notification de l'accord-cadre à bons de commande considéré, et ceci dans un délai fixé par le Pouvoir Adjudicateur :

- *Le tableau reprenant la liste des certifications distributeur et fabricant du produit avec les dates d'échéances ;
- *Le rapport d'analyse par produit ;
- *Le plan de continuité d'activité.

Cette liste est non-exhaustive.

4.4. COPIE DE SAUVEGARDE

Une copie de sauvegarde peut être envoyée dans les conditions fixées par l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde et le décret 2022-1683 du 28 décembre 2022.

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde », le numéro et l'intitulé de la consultation et le nom du candidat auxquels elle se rapporte.

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, à l'adresse suivante :

ECONOMAT DES ARMÉES
Direction des achats
Cellule d'Appui
26 rue Delizy
93507 PANTIN CEDEX

(2ème étage, pièce n°A205 – Tél. : 01.49.42.64.54 ou 55)

La copie de sauvegarde peut être transmise par voie dématérialisée conformément à l'article R2132-11 du code de la commande publique. Celle-ci doit être adressée à :

secretariat.cao@economat-armees.fr

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que lorsque l'EdA a détecté un programme informatique malveillant dans les candidatures et les offres transmises par voie électronique ou que ces dernières ne sont pas parvenues à l'EdA dans les délais de dépôt des candidatures et des offres malgré un envoi effectué dans ces délais. Dans ce cas, seule cette copie de sauvegarde fait foi.

4.3. CAS PARTICULIERS

- Quand l'entreprise candidate a été créée depuis moins de trois (3) années, elle fournit les documents financiers et techniques pour la période ayant débuté à sa création jusqu'au dernier exercice clos.
- Un candidat étranger produit les documents équivalents prévus par la législation en vigueur dans son pays, accompagnés d'une traduction de courtoisie en langue française.

IMPORTANT :

En cas d'inexactitude des renseignements fournis, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'écarter le candidat ou de résilier les accords-cadres à bons de commande concerné, sans droit à indemnité pour le candidat ou titulaire.

ARTICLE 5 – OFFRES

5.1. PIECES GENERIQUES CONSTITUTIVES DES OFFRES A FOURNIR

Le candidat transmet les pièces suivantes :

- **L'acte d'engagement et ses annexes entièrement renseignés, le tout daté et signé par une personne habilitée à engager la société.**

Les annexes à l'acte d'engagement doivent **IMPÉRATIVEMENT** :

- **être adressées en deux (2) exemplaires** selon les modalités suivantes :
 - un exemplaire dûment signé sous format PDF ;
 - un second exemplaire sous format Excel.

En cas d'incohérence entre ces deux exemplaires, l'offre signée sous format PDF est seule retenue ;

- **être intégralement complétées.** Dans le cas contraire, la conformité de l'offre du candidat est prononcée par Pouvoir Adjudicateur ;
- **ne pas être modifiées** par les candidats (remplacement d'un produit par un autre, suppression de référence, suppression de colonne, etc.). Toute modification de « L'architecture » des documents de la consultation entraîne le rejet de l'offre.
- **une fiche technique** à jour, rédigée en langue française et comprenant l'ensemble des informations exigées à l'article 2.1 du CCTP pour chacun des produits proposés ;
- un mémoire technique précisant :
 - l'organisation générale du fournisseur ;
 - l'accompagnement technique pouvant être apporté aux vétérinaires du service de santé des armées par rapport à l'utilisation des produits de la gamme d'aliments et compléments nutritionnels fournis ;
 - les moyens mis en œuvre dans le cas où les chiens rencontreraient des problèmes d'amaigrissement ou autres manifestations indésirables en rapport avec l'alimentation ;
 - le dossier de réponse « sécurité sanitaire des aliments » présenté en annexe 5 à l'acte d'engagement, dûment complété.

ARTICLE 6 – ÉCHANTILLONS

La livraison des échantillons demandés en annexe 6 au présent document est impérative pour apprécier la qualité technique de l'offre. Ils servent à compléter l'évaluation des produits par des analyses en laboratoire et la réalisation de tests *in vivo* de digestibilité. Les échantillons fournis doivent être représentatifs des produits que le candidat se propose de livrer.

- Les informations relatives aux échantillons à envoyer (types d'aliments et quantités) sont précisées en **annexe 6** du présent règlement de consultation.
- La date limite de réception des échantillons correspond à la date de réception et non la date d'envoi. Cette date de livraison sera communiquée ultérieurement via PLACE.
- Les candidats prennent à leur charge les frais de transport et, si besoin, les formalités et frais de douane concernant l'acheminement des échantillons.
- Les échantillons ne peuvent donner lieu à paiement et ne sont pas restitués au candidat même en cas de rejet de sa candidature ou de son offre.

Les échantillons sont répartis en 2 envois distincts, le premier destiné aux analyses de laboratoire, le second destiné à la réalisation de tests en chenil.

6.1. ENVOI N° 1 : ECHANTILLONS DESTINES AUX ANALYSES DE LABORATOIRE

Les analyses de laboratoire sont réalisées sur des échantillons de l'**aliment « entretien »** et de l'**aliment « énergétique »**.

Ces échantillons font l'objet d'analyses microbiologiques et physico-chimiques selon certains des critères mentionnés au paragraphe 2.3 de la notice technique (**annexe 1** du CCTP).

Identification des colis et bordereau de livraison

Aux fins d'identification, chaque colis d'échantillons,

- doit comporter une étiquette représentative de celle des produits que le candidat se propose de fournir,
- doit contenir un bordereau de livraison précisant :
 - les références de l'appel d'offres,
 - la raison sociale du candidat ;
 - la désignation du (des) produit(s).

Adresse de livraison des échantillons

Les échantillons doivent être déposés à l'adresse suivante :

MERIEUX NUTRSCIENCES

**ZI des Petits Pacaux
3 rue Saint Exupery
59660 MERVILLE**

Date limite de réception des échantillons

Cette date sera communiquée ultérieurement via PLACE.

Jours et heures de réception des échantillons (sauf jours fériés)

- du lundi au vendredi : de 8h00 à 18h00

Prise de rendez-vous

Un rendez-vous est impérativement pris au préalable auprès du laboratoire au numéro suivant :

- 06 41 96 67 12

6.2. ENVOI N° 2 : ECHANTILLONS DESTINES AUX TESTS DE DIGESTIBILITE *IN VIVO*

L'aliment énergétique est soumis à des tests effectués en chenil selon le protocole fourni en **annexe 2** du CCTP.

Les tests sont réalisés avec l'aliment « **énergétique** » uniquement.

La quantité à livrer représente 200 kg d'aliment qui doit faire partie du même lot que celui expédié au laboratoire (envoi n° 1).

Les candidats font parvenir obligatoirement le produit demandé accompagné de sa **fiche technique** ainsi que les **modalités de rationnement** et les **gobelets doseurs** correspondants.

Le rationnement est défini par chaque candidat*, ce qui signifie que la livraison des croquettes pour les tests devra être accompagnée des consignes précises du fabricant sur les quantités journalières à distribuer (sur la base d'une distribution quotidienne répartie sur 2 repas), en fonction du poids des chiens, des conditions climatiques (température ambiante moyenne sur la période du test) et sur la base d'une activité physique en tant que chien de travail.

Le fournisseur fournira un gobelet doseur adapté à l'aliment testé et permettant de répondre facilement à ses recommandations (graduations tous les 100 g).

*Afin d'établir le rationnement au plus juste, les candidats seront informés du lieu d'implantation du chenil, ainsi que de la période prévue pour les tests avant la date limite prévue pour l'envoi des aliments à tester.

Identification des colis et bordereau de livraison

Aux fins d'identification, chaque colis d'échantillons,

- doit comporter une étiquette représentative de celle des produits que le candidat se propose de fournir,
- doit contenir un bordereau de livraison précisant :
 - les références de l'appel d'offres,
 - la raison sociale du candidat ;
 - la désignation du (des) produit(s).

Adresse et modalités de livraison des échantillons

Les échantillons devront être déposés à une date, à une adresse de livraison et selon des modalités **qui seront précisées ultérieurement, avant la date limite de réception des échantillons.**

ARTICLE 7 – EXAMEN DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

7.1. CONDITIONS DE PARTICIPATION

✓ Candidature

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut demander aux soumissionnaires concernés de produire ou de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous et qu'il a préalablement fixé.

Si un soumissionnaire se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne satisfait pas aux conditions de participer fixées dans la présente procédure, ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis, sa candidature est déclarée irrecevable et le soumissionnaire est éliminé.

Lorsque la vérification des candidatures intervient après la sélection des soumissionnaires ou le classement des offres, le soumissionnaire dont la candidature ou l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires. En tant que de besoin, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des candidatures recevables ou des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont irrecevables.

✓ Offre

La présence de l'ensemble des documents demandés est indispensable à l'analyse de l'offre. L'acte d'engagement, ses annexes et les documents exigés à l'appui de l'offre sont impératifs ; s'ils sont absents ou incomplets, l'offre est déclarée irrégulière. Néanmoins, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander au(x) soumissionnaire(s) concerné(s) de régulariser l'offre/les offres irrégulière(s), dans un délai approprié et identique pour tous et qu'il a préalablement fixé.

S'agissant des autres documents, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de réclamer au soumissionnaire les informations ou documents manquants. La demande n'est pas réitérée et le soumissionnaire qui ne fournit pas la pièce réclamée ou les informations dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur pourrait voir son offre déclarée irrecevable.

7.2. CRITERES D'ANALYSE DES CANDIDATURES

L'examen des candidatures se fait conformément au code de la commande publique.

Les candidatures sont examinées au regard des éléments demandés à l'article 4 du présent RC.

L'examen des candidatures porte sur les capacités économiques, financières, techniques et les références professionnelles.

Pour justifier de ses capacités financières et techniques et de ses références professionnelles, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient prises en compte celles d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, il doit justifier des capacités de ce(s) opérateur(s) économique(s) et du fait qu'il en disposera pour l'exécution des accords-cadres à bons de commande.

Si le candidat est objectivement dans l'impossibilité de produire, pour justifier de sa capacité financière, l'un des renseignements ou documents demandés, il peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur.

7.3. CRITERES DE RECEVABILITE ET JUGEMENT DES OFFRES

Il est rappelé que les documents du dossier de consultation correspondent au besoin exprimé par le Pouvoir Adjudicateur, ils ne doivent donc pas être modifiés par les candidats, notamment les annexes financières et logistiques (remplacement d'un produit par un autre, suppression de référence, suppression de colonne, etc.).

Conditions impératives sous peine d'offre non examinée (non recevable) :

- ❖ Chaque candidat ne doit pas proposer plus d'une marque, que celui-ci agisse pour son propre compte ou le compte d'une autre société ou d'une autre personne publique ou en tant que mandataire ;
- ❖ Il n'est accepté qu'un seul intermédiaire entre le fabricant et les clients pour lesquels est passé le présent accord-cadre à bons de commande ;
- ❖ Tous les produits proposés doivent avoir une durée de commercialisation minimale de 1 an ;
- ❖ Les candidats doivent être en mesure de proposer une gamme d'aliments diététiques et de suppléments nutritionnels ;
- ❖ Les candidats doivent proposer impérativement des produits à prix franco 300 kg France métropolitaine ;
- ❖ Le minimum de commande par référence est le sac ;
- ❖ Les DDM restantes des produits doivent être au minimum de 10 mois ;
- ❖ Le délai de livraison ne peut excéder 5 jours ouvrés ;
- ❖ Les candidats doivent répondre à l'intégralité des besoins impératifs indiqués dans **l'annexe 1** à l'acte d'engagement ;

Après élimination des offres irrégulières, inacceptables et inappropriées, le Pouvoir Adjudicateur procède à l'analyse et au classement des offres conformes.

Le Pouvoir Adjudicateur retient l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères et des barèmes présentés en **annexe 2** du présent RC.

7.4. DISPOSITIF D'ALERTE CONTRE LES OFFRES ANORMALEMENT BASSES (OAB)

En application de l'article R 2152-3 et suivants du code de la commande publique, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de demander des précisions portant notamment sur la composition de l'offre financière du candidat en cas de suspicion d'offre anormalement basse. Il indique dans sa demande la date limite jusqu'à laquelle le candidat concerné peut présenter toutes les justifications pertinentes à l'appui de son offre financière.

L'offre du candidat est rejetée dans les cas suivants :

- aucune justification n'est apportée malgré la demande du pouvoir adjudicateur ;
- les justifications sont présentées après la date limite de réponse ;
- les justifications sont jugées insatisfaisantes ou insuffisantes au terme de leur étude par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 8 – RECOURS, LANGUE ET MONNAIE APPLICABLES

8.1. PROCEDURES DE RECOURS

L'instance chargée des procédures de recours est en l'espèce le Tribunal administratif de Montreuil, sis 7 rue du Puig – 93558 MONTREUIL.

Tel : 01 49 20 20 00

Fax : 01.49 20 20 99

E-mail : greffe.ta-montreuil@juradm.fr

URL: <http://montreuil.tribunal-administratif.fr>

Il s'agit également du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours.

8.2. LANGUE DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

Le français est la seule langue qui régit l'intégralité de l'accord-cadre à bons de commande.

Pour les fiches techniques, une autre langue de l'Union européenne est autorisée à la condition expresse qu'une traduction de courtoisie exhaustive soit fournie, en langue française.

8.3. MONNAIE APPLICABLE

L'euro est la monnaie applicable.